



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 novembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée  
générale, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité  
entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » :  
réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre  
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

### **Déclaration présentée par Zonta International, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2011/1.



## Déclaration

1. Zonta International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social, compte plus de 31 000 membres dans le monde entier. Fondée en 1919, Zonta International a toujours eu pour mission de faire progresser la condition de la femme. En 1938, Zonta International a créé le programme de bourses Amelia Earhart afin d'encourager et de soutenir financièrement les femmes préparant un doctorat en sciences et technologies aérospatiales. Créées en hommage aux femmes de Zonta et à l'aviatrice Amelia Earhart, ces bourses entendent encourager les femmes à élargir leurs perspectives de carrière. Depuis la création du programme, 1 297 bourses ont été accordées à 902 femmes de 64 pays, pour un total de 7 millions de dollars des États-Unis. Par le biais de la sensibilisation, Zonta International aide les femmes à franchir les obstacles à la formation, notamment dans les domaines des sciences, de la technologie et de la technologie.

2. Comme en témoignent les rapports d'un groupe d'experts organisé par la Commission, il reste plusieurs points à améliorer, notamment :

- L'application des lois pour l'égalité des chances en matière d'éducation, notamment dans les domaines des sciences, de la technique et de la technologie. Bien que de nombreux pays aient promulgué ces lois, leur application est nécessaire pour qu'un changement s'opère;
- La Déclaration et le Programme d'action de Beijing soulignent la nécessité de renforcer l'accès des femmes à l'éducation scientifique et technologique. Cette nécessité a été réaffirmée en 2000, lors de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale;
- Les stéréotypes sexistes entravent l'éducation et l'émancipation des femmes et doivent cesser pour que les femmes et les filles s'affranchissent totalement;
- Les préjugés sexistes excluent les femmes et les filles de l'éducation dans les domaines des sciences, de la technique et de la technologie et les privent ainsi de l'égalité d'accès au plein emploi et à un travail décent;
- Les violences à l'encontre des femmes et des filles constituent un frein considérable à l'égalité des chances et doivent être combattues. Les femmes et les filles n'iront pas à l'école si elles craignent pour leur vie lorsqu'elles s'y rendent;
- L'égalité salariale et la discrimination sexiste sur le lieu de travail sont des problèmes importants qui, s'ils sont ignorés, entraveront l'évolution de la condition de la femme partout dans le monde et empêcheront leur émancipation;
- L'affirmation selon laquelle les femmes ne peuvent pas étudier dans les domaines des sciences, de la technique et de la technologie pour des questions de différences biologiques entre les hommes et les femmes ne sert qu'à justifier l'exclusion des femmes et des filles de ces disciplines scolaires;
- Les femmes doivent prendre part aux décisions politiques et contribuer ainsi à la création d'un système éducatif sans préjugé et soucieux de l'égalité entre les sexes.

En dépit des progrès accomplis, il faut encore légiférer pour l'intégration des femmes et des filles dans l'éducation et la formation professionnelle. De nombreux groupes de femmes dans le monde ont demandé que l'on insiste davantage sur la nécessité d'ouvrir aux femmes l'accès à l'éducation dans les domaines des sciences, de la technique et de la technologie. Pour être véritablement autonomes, les femmes doivent être libres de réaliser leurs objectifs dans la discipline de leur choix. À l'heure actuelle, de nombreuses filles du monde entier n'ont pas d'ambition scolaire car elles savent que ces voies leur sont fermées.

---